

# Jézabel Couppey-Soubeyran : « Cette finance punk qui ne dit pas son nom »

 [lemonde.fr/idees/article/2021/04/17/jezabel-couppey-soubeyrand-cette-finance-punk-qui-ne-dit-pas-son-nom\\_6077101\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/04/17/jezabel-couppey-soubeyrand-cette-finance-punk-qui-ne-dit-pas-son-nom_6077101_3232.html)

**Chronique.** En Europe comme ailleurs, les faillites d'entreprises ont été plus faibles qu'attendu en 2020, car les mesures d'aide les ont contenues ou différées. Selon les prévisions, elles devraient augmenter en 2021 et lester les bilans des banques d'une masse de prêts qui ne seront pas remboursés. La Commission européenne a tout prévu : transformer ces « prêts non performants » en produits revendables sur un marché. La foire est ouverte !

Comme l'explique le Fonds monétaire international dans ses Perspectives de l'économie mondiale d'avril, contrairement à ce qui s'est passé pendant la crise financière ou d'autres récessions, les faillites d'entreprises ont diminué dans les économies avancées pendant la crise sanitaire. Cela est dû notamment aux moratoires sur les remboursements de prêts bancaires. Ce sont les petites entreprises qui en ont particulièrement profité. Les plus grandes ont plutôt accès aux marchés obligataires, où le FMI observe parallèlement, dans son rapport sur la stabilité financière globale, un taux de défaillance des émetteurs de titres mal notés à son plus haut depuis la crise financière.

Lire aussi Coronavirus : les banques européennes vont affronter une puissante vague de crédits douteux

En substance, le FMI craint qu'une horde d'entreprises « zombies », petites et grandes, maintenues artificiellement en vie par les aides généralisées, vienne plomber la reprise. S'ils veulent moins d'entreprises « zombies », qui feront faillite demain tout en accaparant des ressources qui seraient plus utiles à d'autres, les pouvoirs publics doivent se résoudre à accepter plus de faillites aujourd'hui.

## « Bad banks »

Cela rejoint les prévisions des instituts de conjoncture et des professionnels du secteur financier qui s'attendent à une remontée des faillites d'entreprises en 2021, à un niveau qui dépasserait celui de 2019 (l'assureur-crédit Atradius prévoit une augmentation de 26 % dans le monde en 2021, et de 80 % en France). Au bilan des banques de la zone euro, qui sont entrées dans la crise sanitaire mieux capitalisées et plus résistantes qu'elles ne l'étaient avant la crise financière de 2008, le taux de prêts non performants, resté en dessous de 3 % en 2020 (contre 7 % fin 2015), pourrait remonter et causer des pertes. Le préjudice ne sera pas seulement pour la rentabilité des banques mais aussi, suivant leur capacité à absorber les pertes, pour la stabilité globale du secteur. En 2008, la crise financière avait débouché sur la crise économique. En situation de pandémie, la crise bancaire et financière pourrait venir à la suite de la crise économique et en redoubler les effets.

Lire aussi La Banque centrale européenne s'inquiète des risques d'une crise financière

La Banque centrale européenne (BCE) s'en inquiète. Dans le scénario sévère mais plausible qu'il envisage, le superviseur européen estime que le stock de prêts non performants pourrait atteindre jusqu'à 1 400 milliards d'euros. Lors d'une conférence, le 18 mars, à Athènes, Elizabeth McCaul, membre du Conseil de surveillance prudentielle de la BCE, y voit un défi à « *relever de manière efficace* » : « *Les banques doivent s'assurer qu'elles ont la capacité opérationnelle de traiter rapidement et en profondeur les prêts non performants à un stade précoce. Et parallèlement aux solutions fondées sur le marché, d'autres solutions plus systémiques, potentiellement soutenues par le secteur public, doivent être explorées plus avant.* »

Des solutions publiques ont, par le passé, été proposées. En 2017, la Commission européenne avait envisagé un mécanisme européen de sociétés nationales de gestion d'actifs consacrées aux prêts non performants pour que les banques se défassent de leurs créances douteuses (par-delà la pudeur sémantique de la Commission européenne, c'est généralement par l'expression « *bad banks* » qu'on désigne ce genre de structure). A supposer que le nettoyage de bilan soit soumis à des conditions strictes d'accès, on disposerait là d'un instrument puissant pour réorienter l'activité des banques comme on en a besoin, vers le crédit à l'investissement des entreprises plutôt que vers l'immobilier ou la consommation, et vers le respect de critères environnementaux.

## **Le remake des subprimes ?**

---

On en est loin. Faute d'accord autour de solutions publiques requérant une mise en commun des ressources et des pertes, des solutions nationales et privées sont aujourd'hui privilégiées. Le niveau européen ayant manifestement du mal à passer, le président du conseil de surveillance prudentielle de la BCE, Andrea Enria, partisan des dispositifs de défaillance, a fait une dernière tentative, à l'automne 2020, pour plaider l'installation, non pas d'une structure européenne mais d'un réseau européen de sociétés de défaillance, à travers des mécanismes de financement communs et une tarification harmonisée, afin de pouvoir affronter l'augmentation attendue des prêts non performants.

Lire aussi Coronavirus : les banques françaises résistent... pour l'instant

Le plan d'action présenté par la Commission européenne, le 15 décembre 2020, n'a pas retenu cette solution et s'en remet à la titrisation des prêts non performants. Ces prêts vont ainsi pouvoir être empaquetés et revendus à qui voudra bien les racheter. En ces temps de taux d'intérêt négatifs, leur taux positif attirera le chaland. Est-ce la même titrisation que pour les subprimes ?

Pensez donc, la titrisation est devenue « *simple, transparente, standardisée* » et permet aux banques de faire de la place à leur bilan pour soutenir davantage l'économie... Si bien que le Parlement européen a voté, fin mars, une révision des règles en la matière, pour favoriser les titrisations d'expositions non performantes et alléger les exigences prudentielles qui s'y rapportent. La finance punk ne dit pas son nom, sa crête est bien taillée et les institutions européennes s'occupent de la laquer.

**Jézabel Couppey-Soubeyran** est maîtresse de conférences à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne et conseillère scientifique à l'Institut Veblen.

Jézabel Couppey-Soubeyran(Economiste)

Contribuer

- Favoris
- Partage

Édition du jour

Daté du lundi 19 avril



[Lire le journal numérique Les éditions précédentes](#)